

Lettre ouverte à monsieur Guido Gryseels, directeur du Musée Royal d'Afrique Centrale

Monsieur le directeur,

Je vous écris cette lettre pour vous dire les raisons de l'amertume, que m'a laissée la visite du nouveau musée, qui vient de s'ouvrir au public.

J'ai apprécié les salles consacrées aux rituels, cérémonies et autres expressions culturelles et me suis divertie avec l'art pictural qui décrit bien l'ambiance locale et le génie imaginaire des congolais, même si la présentation et l'affichage demandent des améliorations à venir.

La déception a commencé dans la salle dévolue à l'histoire coloniale et à l'indépendance qui s'y résume sommairement à la chicotte et à l'acculturation des congolais dans un esprit de culpabilité gêné.

Signe des temps sans doute où il est de bon ton et « politiquement correct » de dénigrer systématiquement tout ce qui concerne notre passé colonial et plus généralement l'œuvre commune de la Belgique unifiée !

C'est pourquoi, je suppose le buste de Léopold II, quoique fondateur du musée a été caché pudiquement dans un coin, derrière une défense d'éléphant.

J'ai parcouru les salles dédiées aux ressources naturelles et aux paysages, contemplé la rénovation remarquable de la rotonde, respiré la poussière des animaux empaillés et me suis intéressé aux activités scientifiques qui se réduisent à des travaux de collecte et de taxonomie avec, quand-même une allusion à la recherche médicale.

Je n'ai pas manqué non plus l'impressionnante collection de masques qui occupe une salle entière.

Mais ma déception s'est transformée en colère lorsque j'ai constaté qu'aucune mention n'est faite des importantes réalisations techniques, de recherche et de développement réalisés au cours du dernier siècle en Afrique Centrale.

Je pense entre autres aux recherches menées par l'INEAC sous la tutelle belge et poursuivies, tant bien que mal après les indépendances avec l'aide des coopérations belge et internationale .

En tant qu'agronome, vous n'êtes pas sans savoir que ces travaux ont eu et ont encore une renommée mondiale.

Ils ont largement contribué au développement de l'agriculture tropicale dans toutes les régions du monde et méritent de faire la fierté des africains et européens qui y ont contribué.

Certes, sous le régime colonial tout était orchestré par la métropole à son profit.

C'est ainsi que les cultures de rente et d'exportation ont fait l'objet d'une attention prioritaire, comme dans toutes les colonies en Afrique et ailleurs.

Mais les retombées locales ont permis aux congolais de connaître un bien-être attesté par tous les témoignages de l'époque, comparé aux colonies voisines.

Il faut oser le dire haut et fort, les paysannats, les plantations et les entreprises industrielles n'étaient pas des bagnes où les pauvres noirs ployaient sous le joug et la chicotte des affreux colonisateurs.

Avant que la situation ne se dégrade, les gens étaient nourris, soignés, allaient à l'école et se déplaçaient sur des routes praticables.

Même s'il ne reste plus grand monde pour en témoigner, la mémoire collective africaine s'en souvient et il ne manque pas de documents pour le mettre en évidence.

Qui, sinon un musée d'Afrique Centrale qui se devrait d'être objectif et non orienté politiquement peut en parler aux jeunes générations ?

Ma révolte ne procède pas d'une nostalgie pour le passé colonial mais d'un sentiment de frustration en pensant à tous ces techniciens, ingénieurs, médecins et autres personnes de terrain, noirs et blancs, qui travaillent dans des conditions pénibles.

Il faut se souvenir du pavillon du Congo et du Ruanda-Urundi de l'« expo 58 » et de l'enthousiasme qu'y suscitaient les réalisations et les projets ambitieux présentés par des belges et des jeunes congolais motivés.

Soixante ans après et par contraste, votre musée est morne et les africains qui le visitent s'y sentent réduits à des objets d'étude anthropologique ou à des tagueurs de Matonge.

Tant d'argent dépensé pour en arriver là !

Bien à vous

Jacques Wouters

Professeur honoraire à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université du Burundi.

Bruxelles, 11 janvier 2019